

/ à l'affiche

Thomas Sankara (1949 -1987)*

Décrétée «exemple et modèle» pour la jeunesse africaine par le Forum social mondial de Bamako en 2006, la figure du capitaine Thomas Sankara prend aujourd'hui un relief particulier.

Trente ans après l'insurrection militaire et populaire qui l'a porté à la tête de celle qui était la Haute-Volta le 4 août 1983, c'est son assassin et successeur à la tête du pays, Blaise Campaoré, qui joue un rôle non secondaire au service de l'intervention française au Mali.

Fils d'un ancien combattant des forces française libres durant la deuxième guerre mondiale, Sankara devient officier de la même manière dont le sont devenus d'autres leaders anticolonialistes: pour pouvoir poursuivre des études.

Après un an de formation à Madagascar où il a pu assister, après une insurrection de jeunes cadres militaires, au déploiement de l'armée dans les campagnes pour y assurer des tâches d'éducation et de développement, il retourne au pays. Il y organise clandestinement avec d'autres jeunes militaires le ROC, le regroupement des officiers communistes.

Dans une Haute-Volta qui «demeure un pays agricole arriéré» complètement asservi à l'ancienne puissance coloniale, la France, l'instabilité politique est grande et les coups d'Etat se succèdent.

Limogé sur ordre de la France

C'est à la suite d'un de ces derniers et sans qu'il y ait participé, qu'il est nommé premier ministre avec l'appui de la majorité des jeunes officiers en janvier 1983. Très actif sur le plan international il essaie alors de fédérer les dirigeants du Tiers-Monde, ce qui lui vaut les inimitiés de la France qui obtient son éviction le 17 mai.

Incarcéré, il doit être élargi et assigné à résidence devant la mobilisation de la jeunesse qui exige sa libération. C'est au cours de ces mouvements populaires que, des commandos dirigés par des officiers révolutionnaires renversent le gouvernement du médecin militaire Jean-Baptiste Ouédraogo et installent Thomas Sankara à la présidence de cette Haute-Volta qui sera rebaptisée un an plus tard Burkina Faso.

De ces journées insurrectionnelles, il dira dans son discours d'orientation politique (2.10.83) : *«Il y a des journées qui renferment en elles des enseignements d'une richesse comparable à celle d'une décennie entière. Au cours de ces journées, le peuple apprend avec une rapidité inouïe et une profondeur d'esprit telle que mille journées d'études ne sont rien à côté d'elles».*

Car, l'exercice du pouvoir par le peuple est pour lui une obsession. Pour cela, c'est l'ordre constitutionnel qui doit être changé avec la mise sur pied des CDR, comités de défense de la révolution.

Transférer le pouvoir au peuple

Structures initialement ouvertes à tous et toutes, les CDR passeront rapidement sous le contrôle de l'armée pour devenir, en 1987, l'instrument de cette dernière contre les organisations populaires comme les syndicats et, en fin de compte, l'outil du renversement de Sankara.

* Présenté à Nyon en 2012, le film de Christophe Cupelin «Capitaine Thomas Sankara » est à montrer de toute urgence partout, surtout au moment de la nouvelle guerre coloniale de la France au Mali.

L'homme qui *«a préféré faire un pas avec le peuple que cent sans lui»* fait de l'indépendance par rapport à l'impérialisme la clé de la construction d'une société solidaire qui éradique *«les épidémies, l'analphabétisme, les anciennes mœurs féodales et l'exploitation»* (Harlem, 3.10.84).

Tout en organisant des campagnes de vaccination et d'alphabétisation qui ont permis en quatre ans de réduire le taux d'analphabétisme des hommes de 95 à 80% et celui des femmes de 99 à 88%, c'est à la domination impérialiste et à la dette qu'il s'attaque.

Avec ceux d'Harlem

Son anti-impérialisme l'amène à réserver une importance particulière à la lutte de libération des afro-américains qu'il va rencontrer régulièrement à Harlem lors de ses déplacements aux Nations Unies. C'est même un point d'honneur pour lui que d'aller écouter la voix des opprimés des ghettos avant d'aller discourir devant les grands de ce monde.

Quant à la dette, convaincu que *«si nous ne la remboursons pas, nos bailleurs de fonds n'en mourront pas, mais si nous la payons c'est nous qui allons mourir»* (Discours d'Addis Abeba, 1987) il s'attèle à la construction d'un front uni contre la dette, notamment au sommet de l'Organisation de l'unité africaine en juillet 1987.

Son projet ne verra jamais le jour. Le 15 octobre 1987, Campaoré fait exécuter l'arrêt de mort que Sankara avait probablement signé lui-même un an plus tôt en critiquant ouvertement, devant les télévisions et en sa présence, le président Mitterrand coupable d'avoir reçu Piet Botha, le chef du sanguinaire régime d'apartheid sud-africain...

Paolo Gilardi